



Multiplication des appels à la grève : le Cerf appelle à une mobilisation nationale pour sortir de la crise

Quels points communs entre les médecins généralistes, les infirmières, les salariés des transports urbains, les professionnels de la petite enfance, le personnel des collèges et lycées, les éboueurs ? Leurs syndicats ont appelé à la grève quelques jours avant le premier tour des régionales. Difficile d'imaginer un mouvement spontané d'arrêts de travail puisque qu'on retrouve peu ou prou les mêmes centrales syndicales derrière ces grèves. Ces syndicats sortent de leur rôle pour faire de la politique politicienne et influencer sur les élections locales de dimanche en soulevant des problématiques nationales - effectifs dans la fonction publique, modification des conditions de travail, salaires, pouvoir d'achat... Ces centrales syndicales jouent avec la démocratie en occultant l'importance des enjeux locaux - économiques et sociaux - de cette élection. **Une fois encore les syndicats sont hors-sujet.**

De même, le sondage BVA-Avanquest pour BFM paru dans La Tribune jeudi indique que 72% des Français estiment que le gouvernement devra tenir compte des résultats des élections régionales pour modifier la politique nationale. Les sondeurs posent de drôles de questions car les Français sont appelés aux urnes pour renouveler les conseils régionaux et dire s'ils souhaitent reconduire ou non les majorités sortantes, vingt régions sur vingt-deux étant gérées depuis 2004 par l'opposition. **Une fois encore, les médias sont hors-sujet.**

A ces jeux politiques, on en viendrait à oublier l'essentiel : 70% des sondés se disent de moins en moins confiants dans l'économie, une progression de 6 points par rapport au mois précédent. Et comment pourraient-ils l'être avec une récession sans précédent depuis la seconde guerre mondiale ? L'explosion record des défaillances d'entreprises illustre la destruction même du tissu économique local avec pour corollaire la poussée du chômage et les faibles perspectives d'augmentation des salaires. C'est pourquoi le Cerf propose que les pouvoirs publics poursuivent et renforcent leurs actions de soutien aux TPE-PME. Le Cerf propose notamment que l'activité soit relancée par l'embauche de chômeurs en fin de droits : concrètement, pour tout recrutement, le salaire viendrait en diminution des charges sociales à payer.

Enfin, le Cerf se demande à l'aube de ces élections régionales ce que les élus locaux ont fait dans la prévention et le traitement de la crise, en particulier dans la lutte contre les défaillances d'entreprises, et donc pour sauvegarder l'emploi.

Signez et faites signer la pétition contre les abus bancaires
et pour un droit au crédit opposable
<http://www.petition-contre-les-abus-bancaires.org/petition/>

Si vous êtes d'accord avec nos positions, transmettez nos communiqués à votre réseau et à vos élus - maires, députés, sénateurs, conseillers régionaux et généraux

**Si vous voulez soutenir les actions du Cerf, adhérez !
Cotisation 30 € à l'ordre du Cerf.**

Pour se désinscrire, envoyez un fax au : 04 34 09 05 19

Créateurs d'emplois et de richesse de France (Cerf)

1ère plateforme de représentation des Très Petites Entreprises - Association loi 1901
24, avenue Gabriel - 75008 Paris - Tel : 09 51 74 23 73 - Fax : 09 56 74 23 73 - www.lescreateurs.org